

# Conciliation des données en Afrique australe

Compte rendu d'un atelier régional sur les approches en matière de suivi dans le secteur de l'eau et l'assainissement



Janvier 2010

Rédigé par Ian Ross et Kristof Bostoën

Les auteurs expriment leur reconnaissance à tous les participants à l'atelier et au comité d'organisation pour leurs contributions, en particulier Didier Allely, Silvia Gaya, Nelson Gomonda, Frédéric Jacot-Guillarmod, John Kandulu, Lovy Rasolofomanana et Tom Slaymaker.

## Sigles et acronymes

BAD	Banque africaine de développement
JMP	Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SIMS	Système de gestion de l'information sectorielle
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WSP	Programme eau et assainissement de la Banque mondiale

WaterAid est une organisation non gouvernementale internationale. Notre mission est de transformer les vies en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les communautés les plus pauvres du monde. Nous travaillons actuellement dans 26 des pays les plus pauvres de la planète en Afrique, en Asie et dans le bassin Pacifique. Nous travaillons avec des partenaires locaux, qui comprennent les enjeux en présence et nous leur apportons les compétences et le soutien requis pour aider les communautés à mettre en place et à gérer des projets concrets et durables qui répondent à leurs besoins véritables. Nous travaillons aussi à l'échelle locale et internationale pour transformer les politiques et les pratiques et faire en sorte que soit reconnu le rôle crucial que jouent l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans la réduction de la pauvreté.

Le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) est le mécanisme officiel des Nations Unies chargé de suivre les progrès accomplis vers la réalisation de la cible des OMD en matière d'eau potable et d'assainissement. Dans l'exercice de ce mandat, le JMP publie tous les deux ans des estimations actualisées sur les différents types de points d'eau destinée à la consommation humaine et d'installations sanitaires utilisés à travers le monde.

WaterAid et le JMP ont collaboré à l'organisation de cet atelier lorsqu'ils ont constaté qu'ils avaient pour objectif commun un suivi amélioré du secteur. Cette collaboration sera renforcée à l'avenir et de nouvelles initiatives communes seront mises en place.

WaterAid a étoffé son programme de travail sur le suivi des performances du secteur, notamment en matière de cartographie des points d'eau. WaterAid utilise des cartes à base de SIG pour surveiller la couverture et la fonctionnalité des points d'eau depuis 2002. L'approche a été essayée pour la première fois par le programme-pays de WaterAid au Malawi avant d'être adoptée ailleurs. Les cartes identifient l'emplacement géographique des points d'eau et y superposent des données de recensement démographique par sous-district afin d'évaluer l'ordre de priorité et la fonctionnalité des pompes manuelles. WaterAid travaille à l'institutionnalisation du modèle de cartographie des points d'eau pour l'intégrer dans les systèmes nationaux de suivi du secteur de l'approvisionnement en eau.



# Résumé exécutif

En décembre 2009, un atelier de conciliation des données a été organisé par WaterAid en collaboration avec le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP). Son but était de soutenir les efforts déployés pour améliorer le suivi du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Afrique australe. L'atelier avait les objectifs suivants :

- 1 Développer une appréciation commune du suivi réalisé aux niveaux national et international, en mettant en commun les méthodologies utilisées pour la collecte et le traitement des données ;
- 2 Explorer la possibilité d'harmoniser les approches de suivi au niveau national et garantir la cohérence avec les processus de suivi mondiaux ;
- 3 Encourager une plus grande collaboration entre les agences nationales impliquées dans le suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement mais aussi entre ces agences et le JMP.

L'atelier a réuni des représentants haut placés d'institutions nationales impliquées dans le suivi de quatre pays de la région (Madagascar, Malawi, Mozambique et Zambie). Parmi les autres participants figuraient des délégués du Lesotho, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Banque africaine de développement (BAD) et du Programme eau et assainissement de la Banque mondiale (WSP). La liste complète des participants est disponible à l'Annexe 1.

Le but était de mettre en commun des expériences afin de renforcer le suivi du secteur. Les discussions sur trois jours se sont articulées comme suit :

- Le premier jour, les délégués se sont attachés à faire le point de la situation, chaque pays étant amené à présenter les approches de suivi adoptées. Les délégués du JMP ont expliqué comment ils utilisent les données nationales pour produire leurs estimations et ils ont mis en exergue les problèmes fréquemment rencontrés dans le suivi du secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et les raisons qui pourraient être à l'origine des différences entre les estimations du secteur, le bureau des statistiques et le JMP.
- Le deuxième jour, les délégués se sont divisés en groupes nationaux sous la conduite d'un facilitateur afin de réaliser une analyse détaillée des données disponibles sur chaque pays, obtenues à partir d'enquêtes et de systèmes d'informations sectorielles. Chaque groupe a identifié des raisons à l'origine d'écart entre les différentes sources et les façons d'y remédier.
- Le troisième jour, les délégués ont cherché à transformer les propositions de suite à donner en un plan cohérent pour chaque pays, en attribuant des actions délimitées dans le temps à différents acteurs.

Toutes les parties ont jugé l'atelier extrêmement réussi, notamment grâce aux préparatifs minutieux préalablement entrepris au niveau national. Cela a permis aux participants d'avoir une bonne maîtrise du sujet avant d'arriver et de nourrir une discussion plus approfondie lors de l'atelier régional. Cela a aussi permis de garantir la participation d'agents de premier plan suffisamment haut placés pour prendre des décisions sur place et faire en sorte que des plans

d'action soient convenus pour chaque pays. Les principales conclusions de l'atelier ont été les suivantes :

- 1 Les participants ont compris comment différentes méthodes de collecte de données peuvent fournir des résultats différents et l'effet que peut avoir l'application de différentes définitions ou diverses catégories d'infrastructures sur les estimations.
- 2 Les quatre pays ont rédigé un plan d'action pour œuvrer vers une meilleure coordination du suivi au niveau national et une plus grande collaboration entre les agences nationales et les cadres de suivi internationaux.

## Introduction

Le manque de suivi efficace fait qu'il est difficile de mesurer et de comprendre les progrès accomplis vers la réalisation des cibles nationales dans le secteur WASH et vers les OMD. Cela bride le ciblage des investissements sectoriels et gêne l'appréciation de l'impact de différentes interventions WASH.

Les activités de suivi sont souvent menées par une panoplie d'acteurs différents au sein des pouvoirs publics, par exemple les différents ministères chargés de l'eau, de l'assainissement, de la santé ou du plan, ainsi que le bureau national des statistiques. Les donateurs, les agences onusiennes et les ONG peuvent aussi utiliser leurs propres approches en matière de collecte des données.

Ce manque de coordination peut se traduire par une duplication des efforts ou par des contradictions entre les chiffres produits par les différentes agences qui interviennent au niveau national. De surcroît, cela peut avoir des répercussions sur les estimations mondiales, si celles-ci se basent sur un agrégat de tous les relevés et recensements nationaux.

Cet atelier a été organisé dans le but de faciliter une meilleure coordination en matière de suivi dans les pays où travaille WaterAid. Le personnel des programmes-pays de WaterAid a contribué à l'organisation des préparatifs détaillés au niveau national dans les mois ayant précédé l'atelier, qui s'est tenu à Pretoria, en Afrique du Sud, du 15 au 17 décembre 2009.

L'atelier s'est essentiellement penché sur le suivi de l'utilisation d'infrastructures (suivi des **résultats**), mais le suivi de la disponibilité d'infrastructures (suivi des **extrants**) constitue un autre aspect crucial du suivi des performances du secteur. Le suivi détaillé des extrants ne relevait pas des compétences de l'atelier mais il convient de souligner qu'il est extrêmement important pour la planification des interventions de maintenance et des investissements sectoriels. À cette fin, nombre de pays élaborent actuellement des systèmes de gestion de l'information sectorielle (SIMS). En outre, le suivi des extrants et des résultats est complémentaire. La comparaison des résultats peut permettre d'identifier des problèmes existants qui peuvent être liés p. ex. à la fonctionnalité du matériel ou à la volonté d'utiliser les infrastructures ou de couvrir les coûts récurrents.

## Objectifs et ordre du jour de l'atelier

L'atelier avait les objectifs suivants :

1. Développer une appréciation commune du suivi réalisé aux niveaux national et international, en mettant en commun les méthodologies utilisées pour la collecte et le traitement des données ;

2. Explorer la possibilité d'harmoniser les approches de suivi au niveau national et garantir la cohérence avec les processus de suivi mondiaux ;
3. Encourager une plus grande collaboration entre les agences nationales impliquées dans le suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement mais aussi entre ces agences et le JMP.

L'atelier a réuni des représentants haut placés d'institutions nationales impliquées dans le suivi de quatre pays de la région (Madagascar, Malawi, Mozambique et Zambie). Parmi les autres participants figuraient des délégués du Lesotho, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Banque africaine de développement (BAD), et du Programme eau et assainissement de la Banque mondiale (WSP). La liste complète des participants est disponible à l'Annexe 1.

Ci-dessous figure un aperçu de l'ordre du jour : le **1<sup>er</sup> jour** visait à faire le point de la situation :

- Chaque pays a présenté ses approches nationales de suivi ;
- Les délégués du JMP ont expliqué comment ils utilisent les données nationales pour produire leurs estimations et les raisons qui pourraient être à l'origine des différences entre les estimations des différentes institutions ;
- Le JMP a présenté différentes façons de commencer à réconcilier les écarts entre les estimations.

Le **2<sup>ème</sup> jour**, les délégués se sont divisés en groupes nationaux sous la conduite d'un facilitateur afin de réaliser une analyse détaillée des données disponibles sur chaque pays, obtenues à partir d'enquêtes et de systèmes d'informations sectorielles. Parmi les sessions ont figuré :

- Un exercice de groupe qui a examiné i) les enquêtes disponibles auprès des ménages, ii) les cibles et les indicateurs, iii) les catégories d'infrastructures améliorées et non améliorées, iv) les définitions des concepts urbain / rural / petite municipalité et une discussion sur chacun d'eux ;
- Un exercice de groupe afin de produire un récapitulatif de la conciliation des données, comparant les différentes sources de données nationales et les estimations JMP, pour identifier les problèmes faciles à résoudre et les domaines nécessitant plus de travail.

Le **3<sup>ème</sup> jour**, les délégués ont cherché à transformer les propositions de suite à donner en un plan cohérent pour chaque pays, en attribuant des actions délimitées dans le temps à différents acteurs. Les sessions de la journée ont été les suivantes :

- A WaterAid, le WSP et la SADC ont présenté différentes initiatives régionales et mondiales de suivi avant d'engager une discussion ;
- Un exercice de groupe afin d'élaborer un plan d'action précisant le responsable de chaque action et les intervenants concernés, le calendrier de réalisation, ainsi que les contraintes et opportunités.

# Aperçu de certaines des principales questions abordées

SCi-dessous figure un aperçu des questions qui sont ressorties des débats. Cet aperçu ne prétend pas être exhaustif mais il cherche plutôt à mettre en relief les principaux problèmes et défis d'une manière qui soit instructive pour les autres pays. Il convient de souligner que les exemples utilisés ici pourraient s'appliquer à tous les pays mais chaque problème est illustré au moyen d'un seul exemple afin de préserver la brièveté de ce compte rendu.

## Sources des données

Le suivi de la disponibilité d'infrastructures et le suivi de l'utilisation d'infrastructures sont des approches qui mesurent des choses fondamentalement différentes. En règle générale, les systèmes de gestion de l'information sectorielle (SIMS), ou base de données de point d'eau, entendent mesurer la disponibilité d'infrastructures auprès des populations (suivi des extrants), alors que les enquêtes et les recensements auprès des ménages visent à mesurer l'utilisation effective des infrastructures (suivi des résultats de la mise à disposition d'infrastructures). Les SIMS collectent des données sur les points d'eau, par exemple concernant leur fonctionnalité et leur gestion, aspects qui sont cruciaux pour la planification des investissements sectoriels et des interventions de maintenance. Le géoréférencement des points d'eau dans les bases de données ou SIMS ouvre la voie à de nouvelles possibilités.

### Encadré 1 : Madagascar – différentes sources de données

Durant un exercice sur la conciliation des données effectué pendant l'atelier, l'équipe de Madagascar a découvert qu'en 2001 le Bureau national des statistiques de Madagascar (INSTAT) estimait à 12,8 % l'accès à l'eau dans les zones rurales, alors que la Base de Données de l'Eau et de l'Assainissement du ministère de l'Eau estimait le chiffre à 24,0 %. Les deux résultats sont sans doute exacts aux conditions appliquées par chacune des méthodes, mais ils ne mesurent pas la même chose. L'équipe de Madagascar a décidé de chercher à trouver la cause de cette disparité une fois de retour au pays.

Toutefois, les enquêtes auprès des ménages peuvent donner une estimation de « l'utilisation » réelle des infrastructures, et c'est là le type de suivi adopté par beaucoup de pays (pour savoir lesquels, voir plus loin). Les deux approches sont importantes et complémentaires, mais de par leur nature, elles peuvent produire des résultats différents – voir un exemple issu du Madagascar à l'Encadré 1.

**Conclusion – Sur la question des différentes sources de données, nombre de pays n'avaient pas de données SIMS récentes disponibles lors de l'atelier et les agences sectorielles n'étaient pas nécessairement au courant de toutes les enquêtes ménages. La plupart des délégués sont convenus de mettre en commun les données et de comparer les données SIMS avec les données des enquêtes au retour de l'atelier pour étudier les différences et tenter de les comprendre.**

## Différences entre couverture, accès et utilisation

Alors qu'ils semblent être des termes très proches, les différentes définitions des notions de couverture, d'accès et d'utilisation ont fait l'objet d'un débat nourri lors de l'atelier. Les trois termes sont très souvent utilisés indifféremment mais le même terme n'a pas toujours la même signification pour différents praticiens. Il est donc important de se mettre d'accord sur des définitions et de convenir d'indicateurs appropriés.

On peut supposer que les termes « couverture » ou « accès » se placent du point de vue du fournisseur de service (c.-à-d. qu'un ou plusieurs standards de service sont mis à la disposition de la population qui peut les utiliser). En revanche, le terme « utilisation » donne le point de vue de l'utilisateur vis-à-vis des infrastructures qu'il utilise le plus souvent et cela implique qu'il y a accès, bien qu'il puisse avoir accès à d'autres infrastructures mais ne pas les utiliser. Chaque mesure comporte ses propres hypothèses de départ et renferme ses propres problèmes inhérents :

La **couverture** fait souvent référence à la couverture en infrastructures (ex. couverture en points d'eau), en partant du principe qu'un type précis d'infrastructure est conçu pour fournir un service à un certain nombre de personnes. La couverture, concept souvent utilisé dans les SIMS, est calculée en multipliant le nombre de chaque type d'infrastructures par le nombre de personnes qui devraient obtenir le service à partir des infrastructures en question. Toutefois, la couverture peut ne pas donner une estimation précise de l'accès ou de l'utilisation, pour diverses raisons. Ainsi, les infrastructures peuvent ne pas fonctionner, leur coût peut être prohibitif ou la personne peut préférer utiliser une autre installation. De plus, les SIMS peuvent supposer, par exemple, qu'un point d'eau peut desservir 400 personnes mais le nombre réel d'utilisateurs pourrait être très différent (voir l'Encadré 2).

**Encadré 2 : Mozambique – nombre moyen de personnes desservies par un point d'eau**

La Direction de l'eau du Mozambique (DNA) suppose que le branchement domestique au réseau d'adduction d'eau d'un ménage dessert 5 personnes alors qu'une borne fontaine publique en dessert 500. Les chiffres d'accès sont alors basés sur la multiplication du nombre de points d'eau fonctionnels par le nombre de personnes que ces points d'eau sont censés desservir. Toutefois, l'analyse des enquêtes ménages a révélé que le nombre moyen de personnes qui utilisent ce type de points d'eau en zone urbaine est de 7 et non de 5 pour le branchement domestique et de 2 400 au lieu de 500 pour une borne fontaine. En milieu rural, les bornes fontaines ne desservaient que la moitié du nombre de personnes qui étaient supposées s'en servir, ce qui traduit une différence manifeste entre l'accès potentiel et l'utilisation réelle.

L'**accès** fait souvent référence à la disponibilité d'une infrastructure pour les ménages. L'accès se mesure de la même façon que la couverture, en se servant de la population potentielle desservie par type d'infrastructures, en tenant parfois compte de critères comme la distance ou la fonctionnalité. Quelqu'un peut avoir accès à une infrastructure mais il peut décider de ne pas l'utiliser ou ne pas être en mesure de l'utiliser tout le temps. Il se peut, par exemple, qu'elle ne fonctionne qu'à certaines époques de l'année, que son coût soit trop élevé ou encore que l'utilisateur concerné préfère utiliser la rivière, plus proche de son domicile.

L'**utilisation** fait souvent référence à l'usage réel qui est fait d'une infrastructure par les ménages et la meilleure façon de la mesurer est d'effectuer une enquête ou un recensement auprès des ménages. Le JMP utilise uniquement des données nationales obtenues à partir de relevés et de recensements auprès des ménages car ils mesurent l'utilisation des infrastructures. La définition des OMD a été modifiée en 2007 pour faire référence à l'utilisation des infrastructures et elle reflète ce qui est réellement mesuré par le biais d'enquêtes et de recensements. Toutefois, les recensements présentent des limites car ils sont généralement réalisés tous les dix ans ; quant aux enquêtes, effectuées tous les deux à cinq ans, elles ne mesurent qu'un échantillon de la population dont la taille varie. Enfin, le sondé peut déclarer à l'enquêteur que lui ou sa famille utilise une infrastructure, alors qu'il n'en est rien en réalité. L'observation directe est le plus souvent impossible.

Peu importe le mot qui est utilisé, du moment que tous les acteurs se mettent d'accord sur la définition. Dans les pays représentés à l'atelier, la Zambie et Madagascar parlent uniquement d'accès, alors que le Mozambique considère que l'accès équivaut à l'utilisation. Le Bureau national des statistiques du Malawi mesure l'utilisation, mais le ministère de l'Irrigation et du Développement de l'Eau rend compte de l'accès et les deux se sont mis d'accord pour ne pas faire mention de la couverture, afin d'éviter toute confusion.

La définition du terme peut renfermer certaines clauses. Ainsi, la définition du terme « accès » peut ou non comprendre une distance maximale/un temps nécessaire pour gagner la source. De surcroît, elle peut ou non contenir des critères associés à la qualité, au débit ou à la saisonnalité de l'eau – autant de critères susceptibles d'affecter les données et la facilité avec laquelle elles sont collectées. Par exemple, il peut s'avérer utile de savoir si la même source peut être utilisée en toutes saisons ou si la source se trouve à moins de 500 mètres mais il est aussi utile de savoir quelles personnes utilisent des sources améliorées qui ne répondent pas à ces critères. Avant tout, il est nécessaire de se rappeler que i) les critères ont besoin d'être assez simples pour être mesurés de façon fiable, ii) il n'est pas essentiel que les définitions soient parfaites du moment qu'elles sont acceptées par tout le monde. Voir les Encadrés 3 et 4.

### **Encadré 3 : Zambie – Définition de l'accès à l'eau en milieu rural**

La définition de l'accès à l'eau en milieu rural adoptée par le ministère du Gouvernement local et du Logement répond aux critères suivants : les utilisateurs peuvent i) s'approvisionner en eau toute l'année, ii) collecter 25 litres par personne par jour à des fins domestiques, iii) marcher moins de 500 m. pour gagner le point d'eau. Il a été reconnu que c'était là une bonne définition, mais certains ont remarqué que faire la queue au point d'eau peut parfois prendre du temps. La définition du Mozambique, par exemple, fait référence à un déplacement aller-retour de 30 minutes pour gagner le point d'eau, faire la queue, tirer l'eau et revenir au domicile.

**Conclusion – Sur la question de la couverture, l'accès et l'utilisation, les participants ont reconnu qu'il était essentiel d'avoir une idée précise de ce que mesure chacune des institutions nationales. La plupart des pays ont des définitions reconnues et veulent continuer d'utiliser les mêmes que celles dont ils ont assuré le suivi jusqu'ici pour comparer les progrès au fil du temps.**

### **Encadré 4 : Madagascar – dalles « lavables » ou dalles « propres » ?**

En 2003, Madagascar a décidé que la définition « d'installations d'assainissement amélioré » exigeait que la dalle de la latrine fût « lavable » pour communiquer l'idée de salubrité environnementale. Toutefois, en 2006, cette notion a été jugée insuffisante, car la dalle devait aussi être « propre ». D'autres ont argué que, si ces facteurs étaient certes importants, ils ne pouvaient pas toujours être mesurés objectivement au niveau des ménages. Un groupe de travail a été établi pour examiner le problème des définitions et, en 2008, il a été décidé de garder le mot « lavable ». Ce terme a été défini sur la base de certains critères (p. ex. lisse, fabriquée en ciment ou en fibres de verre, etc.) et il a été convenu que la notion de « propre » serait très difficile à surveiller au moyen d'enquêtes.

## **Catégories d'infrastructures**

En règle générale, les politiques nationales stipulent une liste de catégories d'infrastructures qui sont considérées comme étant « améliorées ». Dans l'idéal, il est aussi utile d'avoir une liste convenue de catégories dites « non améliorées ». Cela tient au fait qu'à la question « quelle installation sanitaire utilisez-vous ? » posée lors d'une enquête auprès des ménages, certaines personnes répondront par des options qui ne figurent pas sur la liste des installations sanitaires



améliorées (p. ex. une fosse sans dalle / une fosse à ciel ouvert). Une infrastructure de ce type d'infrastructures n'est peut-être pas améliorée à proprement parler mais c'est tout de même un premier degré sur « l'échelle de l'assainissement » et il est utile de savoir que les populations ne pratiquent pas la défécation en plein air. En outre, tous les acteurs n'utilisent pas toujours la même classification

en infrastructures améliorées/non améliorées et ce classement n'est pas toujours harmonisé entre toutes les enquêtes – ce qui rend très difficile la comparaison entre les estimations.

La classification nationale des différentes catégories d'infrastructures améliorées/non améliorées ne correspond pas toujours à la classification adoptée par le JMP. Cela n'est pas problématique mais il est essentiel d'établir une **correspondance** entre les catégories pour pouvoir reconstruire les estimations basées sur des définitions différentes (p. ex. des définitions nationales ou celles des OMD). Pour faciliter ce processus, le JMP a publié une série de questions clés recommandées et des catégories de réponses pouvant servir dans les enquêtes auprès des ménages (disponibles sur [www.wssinfo.org](http://www.wssinfo.org)).

Le site internet du JMP renferme également les dossiers nationaux qui montrent les données des enquêtes auprès des ménages utilisées pour produire les estimations nationales et ces fichiers ont été étudiés avec soin durant l'atelier. Il est instructif de télécharger le fichier pour un pays donné et de comparer les catégories de réponse utilisées dans différentes enquêtes. En Zambie, par exemple, plusieurs types différents de latrines, dont beaucoup ne sont pas décrits dans la politique nationale, ont été mentionnés dans des enquêtes réalisées entre 2006 et 2007, ce qui fait que les résultats ne sont pas comparables. Le groupe du Mozambique a tenu des discussions sur la question de savoir si les latrines devaient ou non avoir un toit (voir l'Encadré 5) et le groupe zambien a décidé de résoudre les problèmes soulevés par les catégories (voir l'Encadré 6).

#### **Encadré 5 : Mozambique – Toiture pour les latrines**

Au Mozambique, il est fait une distinction entre les latrines « améliorées traditionnelles » (construites en pisé/argile) et les latrines « améliorées » (fabriquées en ciment). La politique nationale stipule qu'une latrine n'est considérée améliorée que si elle est dotée d'un toit, mais les catégories de réponse à une enquête récente ne précisent pas ce point, ce qui revient à dire qu'il n'est pas mesuré. Toutefois, selon la définition du JMP, les installations sanitaires améliorées ne nécessitent pas de toiture. Les participants se sont accordés pour dire que les catégories de réponse devraient être affinées afin de tenir compte de la définition nationale vis-à-vis de la nécessité d'un toit mais qu'il fallait également conserver la comparabilité avec la définition du JMP et préciser s'il y avait une dalle.

La présentation de l'analyse ventilée des données du JMP a permis aux participants de reconstruire les estimations en se servant des données du JMP mais en suivant les définitions nationales. Cette nouvelle ventilation des données du JMP dans les dossiers nationaux a permis de mieux comprendre les possibilités offertes pour comparer les estimations en fonction des définitions nationales ou internationales et de mieux apprécier les différences entre les estimations nationales et celles du JMP.

**Conclusion – Sur la question des catégories d'infrastructures, la plupart des pays conviennent de mettre au point et d'utiliser un ensemble harmonisé de catégories de réponse dans toutes les enquêtes futures, sur la base des définitions nationales. En outre, des tables de correspondance entre les catégories nationales et les catégories JMP seront élaborées afin de faciliter la comparaison. Cet accord a uniquement été possible grâce à la présence du personnel compétent des agences nationales, notamment des bureaux de statistiques.**

### **Encadré 6 : Zambie – dispositifs de levage appropriés**

Le Programme national zambien d'approvisionnement en eau en milieu rural considère uniquement qu'un puits est amélioré lorsqu'il est « protégé » et lorsqu'il est doté d'un « dispositif de puisage approprié » (dont la liste figure dans le document de stratégie), par exemple une pompe à main ou lorsque le puits est doté d'un treuil avec un seau dédié. Les puits ne sont pas jugés être améliorés si les utilisateurs se servent de leur propre seau et d'une corde, car ceux-ci risquent de contaminer le puits. La définition du JMP ne précise pas de dispositif de puisage et elle n'est donc pas aussi stricte que la définition des autorités zambiennes, ce qui pourrait être une raison à l'origine des écarts entre les données nationales et le JMP. L'équipe nationale de la Zambie s'est mise d'accord sur un ensemble de catégories de réponse pour l'eau et l'assainissement sur la base de la politique nationale qui seraient utilisées dans toutes les enquêtes futures pour garantir une meilleure comparabilité : i) entre les SIMS et les enquêtes, ii) entre les différentes enquêtes et iii) entre les données du suivi national et le suivi du JMP.

### **Autres points soulevés**

Beaucoup d'autres questions importantes ont été abordées durant les débats mais la place manque pour toutes les évoquer ici. Ces questions comprennent, sans pour autant s'y limiter :

- **La définition de la notion de milieu urbain/rural** – Pour les services sectoriels, les milieux urbains sont souvent, pour des raisons pratiques, définis comme étant ceux qui sont desservis par l'opérateur national en charge de la distribution de l'eau potable, même s'ils desservent des zones définies comme rurales par le Bureau national des statistiques dans le recensement. De même, il arrive que certaines petites municipalités soient considérées comme urbaines d'un point de vue administratif mais ne soient pas couvertes par le service de l'opérateur national. Les participants ont aussi soulevé la question des zones périurbaines qui sont, en tout état de cause, des zones urbaines ayant quelques caractéristiques rurales ou inversement.
- **Données démographiques utilisées** – Les agences utilisent souvent plusieurs sources pour estimer les effectifs démographiques. Cela peut engendrer des écarts dans les estimations si différentes définitions des termes urbain/rural sont utilisées ou si les petites municipalités ne sont pas définies correctement.
- **Installations partagées** – Les pays avaient différentes politiques générales concernant les sources d'eau partagées (p. ex. le robinet d'un voisin) et les installations sanitaires partagées (p. ex. la latrine d'un voisin ou une latrine publique), et leurs définitions diffèrent souvent des politiques du JMP en matière d'infrastructures partagées.
- **Qualité et quantité d'eau** – Nombre de définitions font référence à la fonctionnalité du service et à la qualité/quantité d'eau mise à disposition dont les données peuvent être difficilement recueillies à partir des enquêtes auprès des ménages. Dans l'idéal, les futurs SIMS intégreront ce type de données ainsi qu'un géoréférencement – cette sorte d'approche par cartographie des points d'eau a été utilisée par WaterAid en Afrique australe.
- **Utilisation de l'information à des fins de planification** – Plusieurs pays ont soulevé la question de faire en sorte que l'information soit disponible à tous les niveaux où elle est requise. Les données d'enquête sont irrégulières et peuvent uniquement mesurer l'utilisation des infrastructures. À ce titre, elles ne revêtent pas d'utilité directe pour la

planification des investissements au niveau du district – c'est là qu'un SIMS performant peut jouer un rôle crucial, car il peut mesurer régulièrement les extrants locaux si la collecte des données est bien gérée. La difficulté consiste à veiller à ce que les données soient actualisées assez régulièrement pour traduire la fonctionnalité du point d'eau et les autres variables.

- **Autres initiatives de suivi pertinentes aux niveaux mondial et régional** – La méthodologie du JMP a été étudiée dans le détail tout au long de l'atelier mais du temps a également été consacré à la discussion d'autres initiatives de suivi régionales et mondiales, notamment i) les vues d'ensemble du statut d'un pays (CSO) du WSP ; ii) l'évaluation annuelle mondiale d'ONU-EAU sur l'assainissement et l'eau de boisson (GLAAS) ; iii) la cartographie des points d'eau de WaterAid ; iv) le cadre régional de la SADC pour la planification et la mise en œuvre et v) le suivi-évaluation panafricain du secteur de l'eau de la BAD.

Les participants estiment qu'une meilleure communication est nécessaire entre ces différentes initiatives et les cadres nationaux existants afin d'éviter la duplication des efforts et des obligations de compte rendu supplémentaires pour les agences nationales. Il est estimé qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les échanges avec les parties prenantes nationales pertinentes avant la publication des estimations et veiller à ce que les points focaux nationaux diffusent cette information à travers tout le secteur.

## Suite à donner et plans d'action

Un résultat clé de l'atelier a été l'adoption d'un plan d'action pour chaque pays afin de faire avancer les questions abordées. Tous les plans d'action nationaux sont disponibles sur demande et ci-dessous figurent certains des points d'action que l'on retrouve dans chacun d'eux :

- 1 Veiller à se mettre d'accord sur la définition des termes couverture, accès et utilisation.
- 2 Convenir et distribuer/mettre à disposition la liste des catégories d'infrastructures améliorées/non améliorées et veiller à ce que le secteur soit consulté avant les enquêtes et recensements futurs.
- 3 Organiser des réunions de suivi au niveau national, en faisant le plus possible appel à des acteurs sous-nationaux afin de diffuser les enseignements tirés de l'atelier.
- 4 Veiller à ce que le secteur soit impliqué dans la formation d'enquêteurs avant la réalisation d'une enquête, de façon à ce qu'ils prennent conscience des subtilités associées à la définition des catégories d'infrastructures.
- 5 Former un groupe de travail sur le suivi sectoriel comprenant tous les acteurs pertinents qui se réunisse régulièrement pour mettre en commun des informations et des perspectives et veille à ce que toutes les données sur le secteur soient compilées en un même endroit et partagées régulièrement.
- 6 Partager les enquêtes auprès des ménages et les recensements pertinents entre les diverses agences nationales et transmettre au JMP les données dont il ne dispose pas déjà.

L'une des conclusions majeures de l'atelier a été qu'il faut plus de dialogue entre les acteurs aux niveaux national et mondial. Le groupe national de Madagascar a forgé une collaboration solide avec le JMP ces dernières années, qui a permis aux deux parties de mieux comprendre les problèmes que soulève le suivi. Voir l'Encadré 7.

#### **Encadré 7 : Collaboration entre Madagascar et le JMP**

Une initiative de réconciliation des données à Madagascar a débuté en 2003 lorsque les acteurs du secteur de l'eau et l'assainissement (y compris WaterAid et l'UNICEF) ont entamé des discussions avec le Bureau national des statistiques (INSTAT) et le ministère chargé de l'Eau. Des différences ont été constatées entre les données sectorielles cartographiées et celles obtenues à partir des enquêtes auprès des ménages. Les acteurs se sont réunis afin de rédiger un document formulant des définitions communes à tous prenant en compte les politiques nationales.

Lors de la conférence AfricaSan en 2008, une délégation malgache a assisté à la session sur le suivi du secteur de l'eau et l'assainissement organisée par le JMP et le Sénégal. Les écarts entre les données du JMP et les données nationales ont été évoqués et la délégation est convenue de travailler avec le JMP afin de les résoudre. Par la suite en 2008, les acteurs du secteur ont passé en revue le document sur les définitions rédigé en 2003. Après avoir comparé ces définitions avec celles du JMP, ils ont décidé d'y apporter des changements pour garantir leur cohérence. La relation avec le JMP a été scellée lors de nouvelles discussions pendant un atelier organisé au Mali à la fin de 2008. Les acteurs malgaches et le JMP espèrent publier prochainement, en 2010, un document commun afin d'exposer le succès de cette collaboration.

Cette expérience constitue un exemple utile de collaboration fructueuse entre les acteurs du secteur au niveau national, puis entre ces acteurs et le JMP. Elle a d'ailleurs servi de base à l'organisation du présent atelier en Afrique du Sud en 2009.

## **Conclusions**

L'atelier a été jugé extrêmement réussi, notamment grâce aux préparatifs minutieux préalablement entrepris au niveau national. Cela a permis aux participants d'avoir une bonne maîtrise du sujet avant d'arriver et de nourrir une discussion plus approfondie lors de l'atelier régional pour travailler ensemble à l'analyse de leurs propres processus de suivi et le comparer à l'approche du JMP. Cela a aussi permis de garantir la participation d'agents de premier plan suffisamment haut placés pour prendre des décisions sur place et garantir que des plans d'action soient adoptés pour chaque pays.

Les principales conclusions de l'atelier ont été les suivantes :

1. Les participants ont compris comment différentes méthodes de collecte de données peuvent fournir des résultats différents et l'effet que peut avoir l'application de différentes définitions ou diverses catégories d'infrastructures sur les estimations.
2. Les participants ont compris les différentes méthodes de suivi aux niveaux national et mondial (notamment le JMP) et que ces méthodes peuvent être complémentaires et non contradictoires, car elles suivent parfois des indicateurs différents.
3. Les participants ont reconnu l'importance que revêt l'approbation de cadres de suivi nationaux faisant intervenir toutes les parties prenantes et l'élaboration de liens avec des initiatives de suivi mondiales.



4. Chacun des quatre pays a rédigé un plan d'action pour œuvrer vers une meilleure coordination du suivi au niveau national, notamment pour garantir l'harmonisation des définitions, la mise en commun des données et une plus grande collaboration entre les agences nationales et le JMP.

Un défi commun à tous les pays concerne le morcellement de la responsabilité institutionnelle du suivi. Il est nécessaire de rassembler une panoplie d'acteurs différents pour mesurer correctement à la fois la disponibilité d'infrastructures - extrants - (grâce au SIMS) et l'utilisation d'infrastructures - suivi des résultats - (grâce à des enquêtes) d'une manière cohérente et fiable. Il est généralement admis que les différentes parties prenantes qui interviennent dans le suivi du secteur au niveau national ont besoin de se réunir plus souvent pour veiller à prendre en compte les points de vue de l'ensemble des acteurs, en charge des aspects sectoriels, statistiques ou autres.

L'atelier a représenté un premier pas important dans ce sens et il est communément admis que l'occasion d'un apprentissage croisé entre les pays a été très utile car bon nombre des problèmes rencontrés sont communs à plusieurs pays. La prochaine étape consiste à veiller à ce que les plans d'action nationaux soient mis en œuvre et passés en revue régulièrement afin de contribuer à un nouveau renforcement du suivi du secteur au niveau national et sous-national.

# Annexe 1 – Liste des participants

Pays	Nom	Fonction	Institution	E-mail
Madagascar	Randriamaherisoa Alain Joeliniaina	Directeur général	Ministère de l'Eau	<a href="mailto:alainjoeliniaina@yahoo.fr">alainjoeliniaina@yahoo.fr</a>
Madagascar	Jean Herivelo Rakotondrainibe	Coordonnateur national	Coalition Diorano-WASH	<a href="mailto:rjherivelo@yahoo.fr">rjherivelo@yahoo.fr</a>
Madagascar	Randrianjanaka Niaina Ravelomanana	Directeur des publications	Bureau national des statistiques (INSTAT)	<a href="mailto:niainarr@yahoo.fr">niainarr@yahoo.fr</a>
Madagascar	Tata Venance	Responsable de l'environnement	Ministère de la Santé	<a href="mailto:minsansags@moov.mg">minsansags@moov.mg</a>
Madagascar	Dina rakotoharifetra	Chargée du projet WASH	UNICEF	<a href="mailto:drakotoharifetra@unicef.org">drakotoharifetra@unicef.org</a>
Madagascar	Lovy Rasolofomanana	Haut responsable	WaterAid	<a href="mailto:lovyrasolofomanana@wateraid.org">lovyrasolofomanana@wateraid.org</a>
Malawi	Amos Chigwenembe	Responsable du plaidoyer et des politiques générales	WaterAid	<a href="mailto:amoschigwenembe@wateraid.org">amoschigwenembe@wateraid.org</a>
Malawi	Dr Hannock Kumwenda	Directeur (S&E)	Ministère de la Planification du Développement & de la Coopération	<a href="mailto:muliska@yahoo.com">muliska@yahoo.com</a>
Malawi	Noah Silungwe	Agent de santé environnementale	Ministère de la Santé	<a href="mailto:noahsilungwe@yahoo.com">noahsilungwe@yahoo.com</a>
Malawi	Geoffrey Mamba	Directeur adjoint, Opérations & Maintenance, S & E	Ministère de l'Irrigation & du Développement de l'Eau	<a href="mailto:mamba.geoffery5@gmail.com">mamba.geoffery5@gmail.com</a>
Malawi	Richard Malata	Économiste en chef – Planification	Ministère de l'Irrigation & du Développement de l'Eau	<a href="mailto:malatarichard@yahoo.co.uk">malatarichard@yahoo.co.uk</a>
Malawi	Benjanmin Banda	Statisticien en chef	Bureau national des statistiques	<a href="mailto:bisa1banda@yahoo.com">bisa1banda@yahoo.com</a>
Malawi	Nelson Gomonda	Plaidoyer régional	WaterAid	<a href="mailto:nelsongomonda@wateraid.org">nelsongomonda@wateraid.org</a>
Malawi	Benson Nkhoma	Expert en infrastructures	BAD	<a href="mailto:b.nkhoma@afdb.org">b.nkhoma@afdb.org</a>
Mozambique	Artur Valente Matavele	Responsable du plaidoyer	WaterAid	<a href="mailto:arturmatavele@wateraid.org">arturmatavele@wateraid.org</a>
Mozambique	Messias Macie	Chef du SINAS – Système d'information national	Direction nationale de l'eau (DNA)	<a href="mailto:mmjmacie@gmail.com">mmjmacie@gmail.com</a>
Mozambique	Borge da Silva	Chef du suivi de la planification et des statistiques	Direction nationale de l'eau (DNA)	<a href="mailto:borgedasilva@dnaguas.gov.mz">borgedasilva@dnaguas.gov.mz</a>
Mozambique	Olimpio Michael Zavale	Technicien en méthodologie et échantillonnage	Bureau national des statistiques (INE)	<a href="mailto:olimpio77@hotmail.com">olimpio77@hotmail.com</a>
Zambie	Davy Ngoma	Chef de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural	Ministère du Gouvernement local et du Logement	<a href="mailto:davyngoma@mlgh.gov.zm">davyngoma@mlgh.gov.zm</a>
Zambie	Peter Mukuka	Directeur adjoint des statistiques économiques	Bureau central des statistiques	<a href="mailto:pmmukuka@zamstats.gov.zm">pmmukuka@zamstats.gov.zm</a>
Zambie	Nancy Mukumbuta	Plaidoyer et Communications	WaterAid	<a href="mailto:nancymukumbuta@wateraid.org">nancymukumbuta@wateraid.org</a>
Zambie	Peter Lubambo	Directeur - Département du Logement et des Infrastructures	Ministère du Gouvernement local et du Logement	<a href="mailto:lubambop@mlgh.gov.zm">lubambop@mlgh.gov.zm</a>
Zambie	Paulos S Workneh	Spécialiste eau, environnement et assainissement (WES)	UNICEF	<a href="mailto:pworkneh@unicef.org">pworkneh@unicef.org</a>
Lesotho	Maieane M Khaketla	Responsable en chef des relations publiques	Ministère des ressources naturelles	<a href="mailto:maieanekhaketta@yahoo.co.uk">maieanekhaketta@yahoo.co.uk</a>
Suisse	Didier Allely	Conseiller technique	WHO	<a href="mailto:allelyd@who.int">allelyd@who.int</a>
Congo	Thebe Aaron Pule	Conseiller technique	WHO	<a href="mailto:pulet@afro.who.int">pulet@afro.who.int</a>
Suisse	Frederic Jacot-Guillarmod	Consultant	WHO	<a href="mailto:fred@geonaute.org">fred@geonaute.org</a>
Canada	Kristof Bostoan	Consultant	IRC	<a href="mailto:bostoan@irc.nl">bostoan@irc.nl</a>
Etats-Unis	Silvia Gaya	Conseiller technique	UNICEF	<a href="mailto:sgaya@unicef.org">sgaya@unicef.org</a>
Kenya	Max Him	Conseiller technique	WSP	<a href="mailto:mhim@worldbank.org">mhim@worldbank.org</a>
Botswana	Obonetse Masedi	Expert en approvisionnement en eau et assainissement	SADC	<a href="mailto:omasedi@sadc.int">omasedi@sadc.int</a>
GB	John Kandulu	Chef de région	WaterAid	<a href="mailto:johnkandulu@wateraid.org">johnkandulu@wateraid.org</a>
GB	Ian Ross	Chercheur en politiques	WaterAid	<a href="mailto:ianross@wateraid.org">ianross@wateraid.org</a>
GB	Tom Slaymaker	Agent en politiques	WaterAid	<a href="mailto:tomslymaker@wateraid.org">tomslymaker@wateraid.org</a>

WaterAid  
47-49 Durham Street  
London, SE11 5JD  
Royaume-Uni  
Tél. +44 (0)20 7793 4500  
E-mail : [wateraid@wateraid.org](mailto:wateraid@wateraid.org)  
Web : [www.wateraid.org](http://www.wateraid.org)

WaterAid transforme des vies en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement dans les communautés les plus pauvres du monde. Nous travaillons avec des partenaires et nous influençons les décideurs afin de maximiser notre impact.

